Synthèse

Résilience de l'économie corse en 2008

L'économie insulaire n'a pas échappé en 2008 à la dégradation de la conjoncture internationale. L'activité a nettement ralenti en cours d'année, touchant sévèrement les services marchands. Toutefois, contrairement à la plupart des régions continentales, l'économie corse n'est pas entrée en récession en 2008. Elle a en effet encore bénéficié de l'élan de la construction. Par ailleurs, le bilan touristique est resté positif. Les signaux pour le début de 2009 sont nettement moins favorables. La construction présente d'inquiétants signes d'essoufflement et les services continuent de fléchir. Au 1er trimestre de 2009, les créations d'emploi sont quasiment nulles et le chômage est brutalement reparti à la hausse.

En 2008, l'économie de la Corse a résisté à de puissants vents contraires. La croissance a essentiellement été alimentée par la demande des ménages. La consommation a en effet bénéficié d'une nouvelle progression des revenus salariaux ainsi que d'une bonne saison touristique. De plus, l'investissement des ménages en logements est resté vigoureux même s'il présente les premiers signes de faiblesse. A l'inverse, la demande des entreprises a nettement faibli. Le climat d'incertitudes né de la crise mondiale a en particulier incité les chefs d'entreprise à différer leur effort d'investissement. Au total, l'activité économique est restée robuste en début d'année avant de connaître un net infléchissement à partir de l'été.

Essor du logement collectif

La croissance est restée alimentée par un secteur de la construction encore très vigoureux. En effet, la construction de logements neufs a été très dynamique, tout particulièrement en matière d'habitat collectif. Ce type de construction concerne désormais deux nouveaux logements sur trois. Si l'activité de construction résiste, le marché immobilier présente toutefois les premiers signes d'essoufflement. Ainsi, les logements neufs s'écoulent beaucoup plus difficilement (- 25 % de ventes en 2008) et les prix commencent à fléchir. Par ailleurs, dans un contexte de dépression économique, certains entrepreneurs diffèrent leurs projets d'investissement, notamment immobiliers. Ainsi, la construction de locaux, notamment à usage commercial, a fortement reculé en 2008.

L'attractivité touristique s'intensifie

L'économie insulaire a également pu compter sur une conjoncture touristique favorable. Le trafic de passagers a atteint un nouveau maximum historique, avec 7,4 millions de personnes accueillies dans les ports et aéroports de Corse. En particulier, le transport aérien a augmenté de 6 % en 2008, grâce à une offre élargie et diversifiée. Ainsi, les liaisons avec l'aéroport Charles de Gaulle sont nettement montées en charge. Par ailleurs, l'ouverture de nouvelles lignes par les compagnies « Low Cost » a permis d'intensifier le trafic aérien avec l'étranger. Le transport maritime de passagers a également progressé en 2008 (+ 4 %). Contrairement aux années précédentes, cette croissance est principalement imputable aux liaisons avec l'Italie dont l'accélération a particulièrement bénéficié au port de Bastia.
Cependant, comme en 2007, l'hébergement touristique traditionnel n'a que modérément bénéficié de ce contexte favorable. Ainsi, la fréquentation des campings a reculé pour la deuxième année consécutive (- 4 % après - 6 % en 2007). La destination Corse a en particulier été boudée par les campeurs étrangers. Pour l'hôtellerie de plein air, la saison n'a pas été

aussi favorable sur l'île que dans les autres régions méridionales françaises. A l'inverse, la fréquentation des hôtels insulaires a continué d'augmenter en 2008 (+ 2 %). L'arrière-saison a certes été affectée par l'amplification de la crise économique, mais l'hôtellerie insulaire a échappé à la chute brutale de fréquentation enregistrée au niveau national.

L'emploi résiste mieux qu'ailleurs

Soutenu par ses moteurs traditionnels, l'emploi marchand a bien résisté en 2008. Ainsi, l'économie corse a créé de l'emploi alors qu'il s'en détruisait dans la quasi-totalité des régions françaises. L'emploi insulaire n'a pourtant pas échappé au retournement conjoncturel au deuxième semestre. Son rythme de croissance s'établit à 1,8 % en fin d'année (- 0,9 % au niveau national) contre 3,0 % un an plus tôt. Il a permis la création de 1 000 nouveaux postes sur l'ensemble de 2008, soit 600 de moins que l'année précédente. La résilience de l'emploi marchand est principalement attribuable au secteur de la construction. A lui seul, il est à l'origine de plus de la moitié des créations de postes. Son rythme de progression n'a que légèrement ralenti en cours d'année. Outre la vigueur du logement neuf, les embauches dans le BTP ont été stimulées par la demande publique et la rénovation du bâti ancien. Les activités liées au tourisme, relativement épargnées par la crise, ont également créé de l'emploi, à un rythme toutefois plus modéré qu'en 2007. Ainsi, l'hôtellerie, la restauration et le commerce ont augmenté leurs effectifs de 300 personnes en 2008 contre 400 l'année précédente.

Les autres activités marchandes ont été plus durement affectées par la crise. Les services aux entreprises n'ont pas créé d'emplois pour la première fois depuis dix ans. De même, les activités immobilières, confrontées au ralentissement de la demande, ont vu leurs effectifs stagner. L'emploi dans l'industrie a nettement fléchi, après un début d'année très favorable.

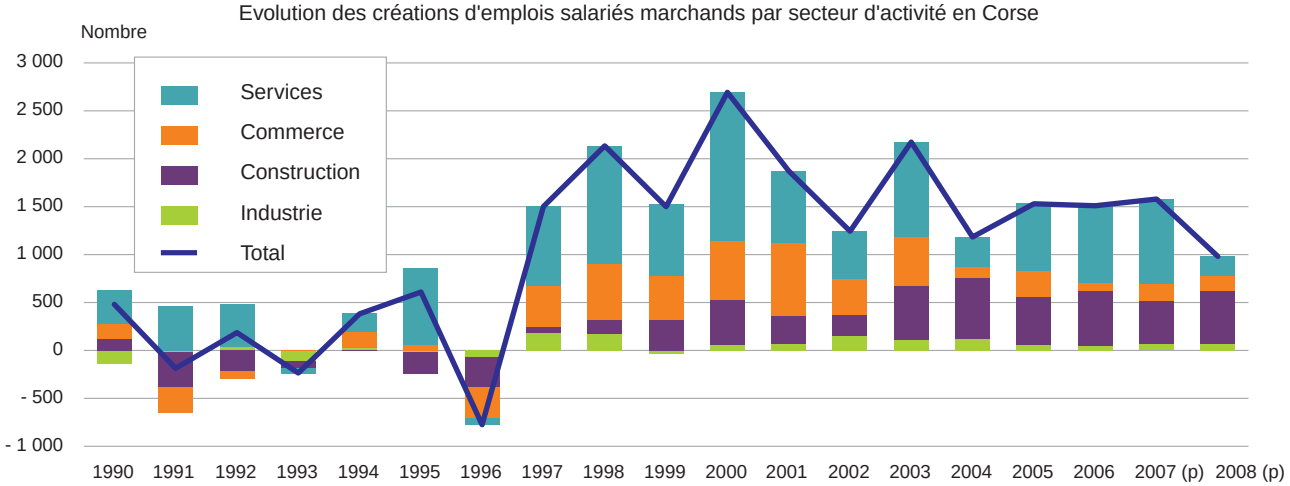
Le chômage repart à la hausse

Ce ralentissement de l'emploi a naturellement pesé sur le marché du travail. Le nombre de demandeurs d'emploi est ainsi reparti à la hausse à l'été, mettant fin à trois années de baisse quasi-ininterrompue. Le taux de chômage régional s'établit à 8 % à la fin de 2008, contre 7,8 % pour la France métropolitaine. Il est resté stable sur l'ensemble de l'année, la hausse du quatrième trimestre annulant les bénéfices accumulés sur les trois premiers. L'écart de chômage entre les deux départements est resté stable à 0,9 point en faveur de la Corse-du-Sud. Parallèlement, le nombre de bénéficiaires du RMI a continué de décroître à un rythme élevé (- 12,3 %) alors qu'il se stabilisait au niveau national.

En ligne avec la dynamique de l'emploi, les revenus salariaux ont continué de

La croissance de l'emploi fléchit en 2008

Evolution des créations d'emplois salariés marchands par secteur d'activité en Corse



Source : Insee, Estimations annuelles d'emploi salarié.

Les bénéficiaires du RMI et de l'API diminuent plus en Corse qu'au niveau national

Minima sociaux au 31 décembre 2008, hors régime agricole

	Corse	France
Revenu Minimum d'Insertion (RMI)		
Nombre de bénéficiaires	4 691	983 807
Evolution 2008/2007 des bénéficiaires (%)	- 12,3	- 2,3
Allocation Adulte Handicapé (AAH)		
Nombre de bénéficiaires	4 872	789 377
Evolution 2008/2007 des bénéficiaires (%)	7,8	4,6
Allocation Parent Isolé (API)		
Nombre de bénéficiaires	657	171 074
Evolution 2008/2007 des bénéficiaires (%)	- 15,3	- 2,8

Source : Caisses d'allocations familiales (Caf).

progresser à un rythme soutenu, quoiqu'en léger ralentissement. Ils ont par ailleurs bénéficié d'une revalorisation du SMIC de 3,2 %. Toutefois, l'année 2008 est aussi marquée par un rebond de l'inflation (+ 2,8 % en moyenne annuelle après + 1,5 %), notamment sous l'effet de l'envolée des prix du pétrole, obérant le pouvoir d'achat des ménages.

Alexandre GAUTIER

Contexte national : entrée en récession

L'année 2008 aura été marquée par l'entrée concomitante en récession de l'ensemble des économies avancées. En réponse à des chocs de grande ampleur - flambée des prix du pétrole et des matières premières, crise immobilière puis financière dite des « subprimes » - la demande mondiale s'est brutalement contractée provoquant une baisse généralisée de l'activité économique. La France n'échappe pas à cette récession. Depuis mi-2008, l'activité recule, impactée par un ralentissement de la consommation, l'atonie de l'investissement et la contraction de la demande extérieure. Au total, le PIB augmente à peine en 2008, l'emploi baisse et le chômage repart brutalement à la hausse.

Coup de frein sur la demande intérieure

En 2008, le PIB de la France a augmenté de 0,4 % après + 2,3 % en 2007. La décélération concerne toutes les branches. La production manufacturière s'est contractée, en particulier dans la branche automobile. L'activité de la construction a stagné et les services ont affiché la plus faible progression depuis 1994.

Toutes les composantes de la demande sont affectées, en particulier celle des ménages. Leur consommation n'a que faiblement progressé (+ 1,0 %), le pouvoir d'achat étant amputé par la poussée de l'inflation. En particulier, les achats de produits manufacturés se sont contractés. De plus, l'investissement des ménages en logements a fortement diminué (- 1,1 % après + 5,5 %).

L'investissement des entreprises est également freiné, sous l'effet de perspectives défavorables et d'un durcissement des conditions de financement. L'aggravation de la crise a par ailleurs incité les entreprises à limiter leurs stocks, obérant davantage encore la croissance.

Les échanges extérieurs pèsent sur l'activité

Dans un contexte de crise mondiale, les exportations ont diminué (- 0,2 %). En particulier, les ventes d'automobiles ont lourdement chuté. Le solde extérieur a continué de se creuser pour atteindre 48,2 milliards d'euros, soit 2,5 points de PIB, ratio que l'on n'avait plus connu depuis 1982.

Le ralentissement de l'activité a provoqué une forte dégradation du marché du travail. Sur l'ensemble de l'année, l'emploi marchand (hors agriculture) a baissé de 0,9 %, soit 141 000 postes en moins. Plus de la moitié de ces destructions d'emplois concernent l'industrie. Par suite, le taux de chômage qui baissait continûment depuis 2006 est reparti à la hausse en milieu d'année. La poussée du chômage a été marquée à la fin de 2008 et surtout au début de 2009. Au 1er trimestre 2009, le taux de chômage métropolitain s'établit à 8,7 %, 1,5 point de plus en un an.

Sources : Notes de conjoncture de l'Insee de mars et juin 2009 et les comptes de la Nation en 2008 - En ligne sur www.insee.fr

Baisse de régime confirmée début 2009

En Corse, le ralentissement de l'activité se poursuit au début de 2009. La crise mondiale n'épargne pas l'économie insulaire. Les défaillances jugées en 2008 ont augmenté de 20 % et restent à un niveau élevé au début de 2009. Toutefois, les effets de la crise sont ici de moindre ampleur. En effet, l'appareil productif local, peu industrialisé et faiblement ouvert sur l'extérieur, est moins sensible à la contraction de la demande mondiale. La consommation des ménages devrait continuer de résister. Leur pouvoir d'achat serait soutenu par la faible inflation et la revalorisation des prestations sociales qui atténueraient la décélération de l'emploi. En revanche, l'investissement des entreprises devrait continuer de peser sur la croissance. En effet, les perspectives d'activité demeurent sombres et les conditions de financement défavorables.

La construction fléchit

Le secteur du BTP, moteur de la croissance et de l'emploi en 2008, pourrait ralentir en 2009. En particulier, la construction de logements, confrontée à des difficultés de commercialisation, devrait se contracter. De janvier à mai, le nombre de permis de construire a reculé. Par ailleurs, sur la même période, l'importation de ciment, indicateur d'activité de la construction, a baissé de 8 %. L'inflexion du secteur de la construction pourrait entraîner dans son sillage un ralentissement de l'industrie des biens intermédiaires ainsi que des services immobiliers.

Les activités touristiques résistent

Les activités touristiques devraient en revanche résister en 2009. Dans un contexte de récession, les touristes européens pourraient privilégier des destinations de proximité, comme la Corse. Ainsi, le transport de passagers est resté bien orienté en ce début d'année. Sur les cinq premiers mois de 2009, les trafics aériens et maritimes de passagers ont progressé de 0,6 % par rapport à 2008. De janvier à avril, les nuitées en hôtellerie homologuée ont augmenté de 4 %, essentiellement grâce à la clientèle française. La conjoncture touristique est nettement plus favorable qu'au niveau national où la fréquentation hôtelière a baissé de 7 % sur la même période. Par ailleurs, les perspectives pour la saison estivale sont globalement encourageantes au regard des réservations enregistrées par les compagnies de transport.

Hausse du chômage plus modérée qu'ailleurs

Au total, l'emploi devrait continuer de fléchir en 2009. Au 1er trimestre, l'économie insulaire n'a quasiment pas créé d'emplois marchands. A l'exception de l'industrie, tous les secteurs d'activité sont confrontés à ce ralentissement. En particulier, la croissance des embauches a été stoppée dans le BTP après plusieurs années de croissance ininterrompue. Dans ce contexte, le nombre de demandeurs d'emploi a poursuivi sa progression au début de 2009, à un rythme toutefois largement inférieur à la moyenne nationale. Fin mai, les DEFM de catégorie A, B, C ont augmenté de 10,6 % sur un an en Corse contre 18,4 % pour la France métro-politaine. Le taux de chômage a gagné 0,4 point au 1er trimestre pour s'établir à 8,4 %. Cette dégradation du marché du travail est certes sensible, mais plus modérée que dans toutes les autres régions françaises. Pour la première fois, le taux de chômage en Corse est inférieur à la moyenne métropolitaine.

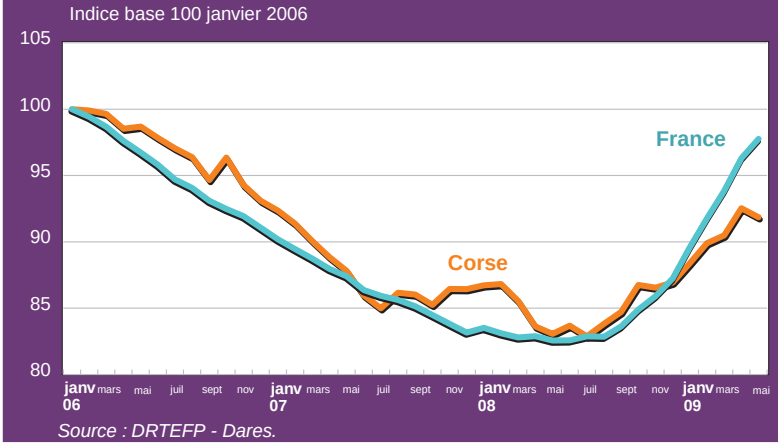
Définition

Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A, B, C : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi : certains sont sans emploi (catégorie A), d'autres exercent une activité réduite courte d'au plus 78 h au cours du mois (catégorie B) ou une activité réduite longue, de plus 78 h au cours du mois (catégorie C).

Le marché du travail se détériore depuis l'été 2008

Evolution des demandeurs d'emploi de catégorie A,B,C

(données corrigées des variations saisonnières)



Source : DRTEFP - Dares.